

Le gouvernement exclut une nouvelle hausse des salaires dans la fonction publique

Bastien Scordia

Le gouvernement oppose une fin de non-recevoir aux revendications syndicales sur les salaires. Trois jours après une journée de mobilisation assez faible dans la fonction publique, le ministre Stanislas Guerini vient de confirmer qu'il n'y aurait pas de hausse générale des salaires pour les agents publics d'ici la fin de l'année et donc aucune augmentation du point d'indice.

La fiche de paie des agents publics "*ne bougera plus*" d'ici la fin de l'année, a ainsi indiqué le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques sur Sud Radio ce vendredi 22 mars. Mais "*ne dites pas*" qu'elle n'a pas bougé en 2024, a-t-il ajouté au micro de Jean-Jacques Bourdin en référence, notamment, à la hausse de 1,5 % du point d'indice intervenue en juillet 2023 et à l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires attribués aux agents publics en janvier dernier. Des mesures mises en avant en réponse aux syndicats, qui refusent toute "*année blanche*", ce que réfute donc le ministre.

“Construire une vraie négociation”

“J’entends beaucoup parler de l’année 2024 mais cette année, la rémunération moyenne des agents publics a augmenté de 5,7 % par rapport à 2023”, a-t-il fait valoir, tout en reconnaissant une "*situation d’inflation très forte*". Le ministre s'est toutefois dit prêt à discuter des salaires avec les syndicats dans le cadre des négociations annuelles obligatoires qu'il souhaite mettre en place dans la fonction publique sur le modèle des NAO du privé.

“Je veux mettre autour de la table l’ensemble des syndicats et des employeurs pour construire une vraie négociation : on partage la situation, on s’interroge sur les bons leviers à mettre en place, on parle chiffres, on est d’accord on n’est pas d’accord et on prend nos responsabilités”, a précisé Stanislas Guerini sur Sud Radio. Des discussions qu'il souhaite donc mettre en place pour une application en 2025. Une échéance trop tardive aux yeux des syndicats.

Dans les faits, ces discussions avec les syndicats patinent déjà. Ces derniers ont en effet [claqué la porte d'une réunion](#) de "diagnostic" le 14 mars sur l'évolution des rémunérations dans la fonction publique. Les organisations syndicales critiquaient le "*choix hautement partial*" des éléments présentés par l'administration. Le ministère, lui, a regretté l'absence de discussion tout en disant laisser sa "*porte ouverte*".

Pas sûr que la pression retombe maintenant, au vu de la confirmation de l'absence de nouveau geste salarial pour les agents publics en 2024. Les syndicats ont prévu de se réunir en intersyndicale début avril pour réfléchir aux suites à donner à leur mobilisation du 19 mars sur

“l’urgence salariale” dans la fonction publique. Un appel à la mobilisation qui n’a pas déplacé les foules.

Pas de suppressions de postes, promet Stanislas Guerini

“Il faut se dire les choses, la situation des finances publiques est grave et préoccupante”, a affirmé Stanislas Guerini alors que le déficit public devrait être supérieur à 5 % du PIB en 2023. Un niveau plus élevé que l’objectif de 4,9 % initialement fixé par le gouvernement. Alors que quelque 20 milliards d’euros d’économies sont prévues pour 2025, le ministre a néanmoins réfuté la perspective de suppressions de postes dans la fonction publique : *“Ce n’est pas le programme, a-t-il développé. Mon mandat ne repose pas sur des suppressions de postes mais sur une stabilité de l’emploi public.”*